



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTES-PYRÉNÉES

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°65-2020-115

PUBLIÉ LE 25 SEPTEMBRE 2020

# **Sommaire**

## **Préfecture Hautes-Pyrénées**

65-2020-09-25-004 - Arrêté imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus dans le centre-ville et dans le quartier de l'Arsenal, à Tarbes (3 pages)	Page 3
65-2020-09-25-003 - Arrêté prescrivant les mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le département des Hautes-Pyrénées (3 pages)	Page 7

# Préfecture Hautes-Pyrénées

65-2020-09-25-004

Arrêté imposant le port du masque pour les personnes de  
onze ans et plus dans le centre-ville et dans le quartier de  
l'Arsenal, à Tarbes



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
PYRÉNÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral n°**

**Imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus dans le centre-ville et  
dans le quartier de l'Arsenal, à Tarbes**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées**

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

**Vu** l'avis du maire de Tarbes ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

**CONSIDÉRANT** l'évolution de la situation épidémique dans le département des Hautes-Pyrénées, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en terme de santé publique ;

**CONSIDÉRANT**, d'une part, que la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence prévoit, à son article 1<sup>er</sup> que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

**CONSIDÉRANT** qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié, prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

Tél : 05 62 56 65 65

Courriel : [prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr](mailto:prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr)

Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

**CONSIDÉRANT** que certains secteurs de la commune de Tarbes, accueillant des commerces, bars, restaurants et autres établissements recevant du public, sont susceptibles de générer des concentrations de populations ne permettant pas de respecter la distanciation physique ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité qui s'attache à la prévention de toute situation de nature à favoriser ou accroître les risques de contagion, en particulier dans l'espace public et, par suite, propice à la circulation du virus ;

**CONSIDÉRANT** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public, dans les secteurs à forte fréquentation où il est difficile de faire respecter les règles de distanciation, constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition de la Directrice des services du Cabinet de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'obligation du port d'un masque de protection est instaurée à compter du 28 septembre 2020 pour toute personne de onze ans ou plus se trouvant à Tarbes dans l'un des espaces suivants de 9h à 19h:

- Place Verdun
- Place Marcadieu
- Avenue de la Marne
- Rue Maréchal Foch
- Rue François Mousis
- Place Jean Jaurès
- Rue Desaix
- Place Saint-Jean
- Rue Brauhauban
- Rue Pierre Cohou
- Rue Ferrere
- Cours Gambetta
- Avenue du Marché Brauhauban
- Rue de Gones
- Square Gabriel Sempé
- Place du Marché Brauhauban
- Rue Larrey, de la rue de Gones au cours Gambetta.

Et sur les portions entre la Rue du Maréchal Foch et la Rue Brauhauban :

- Rue Deville
- Rue Paul Bert
- Rue Portail d'Avant

**Article 2** : L'obligation du port d'un masque de protection est instaurée à compter du 28 septembre 2020 pour toute personne de onze ans ou plus se trouvant à Tarbes dans l'un des espaces suivants de 12h à 15h et de 18h à 2h :

- Avenue des Forges
- Avenue des Tilleuls
- Rue du Magasin aux Tabacs
- Rue de la Chaudronnerie
- Rue Jean-Jacques Latour
- Place Gerbault

**Article 3** : L'obligation du port du masque prévue à l'article précédent ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020, de nature à prévenir la propagation du virus.

**Article 4** : Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 5** : La directrice des services du cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées, le directeur départemental de la sécurité publique, le maire de la commune de Tarbes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Tarbes, le 25 septembre 2020

Le Préfet,



Rodrigue FURCY

**Voies et délais de recours** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Hautes-Pyrénées et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur. Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Préfecture Hautes-Pyrénées

65-2020-09-25-003

Arrêté prescrivant les mesures nécessaires pour faire face à  
l'épidémie de covid-19 dans le département des  
Hautes-Pyrénées



**PRÉFET  
DES HAUTES-  
PYRÉNÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral n°  
prescrivant les mesures nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19  
dans le département des Hautes-Pyrénées**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées**

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

**CONSIDÉRANT** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

**CONSIDÉRANT** l'évolution de la situation épidémique dans le département des Hautes-Pyrénées, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

**CONSIDÉRANT**, d'une part, que la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence prévoit, à son article 1<sup>er</sup> que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

**CONSIDÉRANT** qu'afin de ralentir la propagation du virus SARS-Cov-2, le Premier ministre a, par décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié, prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 11 juillet 2020 ; que s'il a imposé le port du masque dans les établissements recevant du public, l'article 1<sup>er</sup> du décret précité prévoit en outre que le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

Tél : 05 62 56 65 65

Courriel : [prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr](mailto:prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr)

Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

**CONSIDÉRANT** que certains lieux du département, par leur usage et/ou leur configuration, concentrent, sur des espaces contraints, d'importants flux de circulation piétonne et génèrent des interactions entre personnes dans un environnement ne permettant pas de respecter la distanciation physique ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité qui s'attache à la prévention de toute situation de nature à favoriser ou accroître les risques de contagion, en particulier dans l'espace public et, par suite, propice à la circulation du virus ;

**CONSIDÉRANT** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

**CONSIDÉRANT** que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, dans l'espace public, dans les secteurs à forte fréquentation où il est difficile de faire respecter les règles de distanciation, constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus ;

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition de la Directrice des services du Cabinet de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : L'obligation du port d'un masque de protection est instaurée à compter du 28 septembre 2020 pour toute personne de onze ans ou plus se trouvant dans le département des Hautes-Pyrénées et circulant à pied :

- dans tous les marchés ouverts, les marchés couverts, les brocantes, les braderies, les vide-greniers, les fêtes foraines ;
- dans un rayon de 50 m autour des entrées réservées au public des crèches, établissements d'enseignement scolaires, publics et privés, du lundi au vendredi de 07h30 à 19h00 ainsi que le samedi de 07h00 à 13h00 ;
- sur les voies et espaces ouverts au public, à l'intérieur de l'emprise du pôle universitaire tarbais ainsi qu'à moins de 50 mètres du périmètre ainsi constitué et incluant le bâtiment du STAPS, du lundi au samedi de 07h00 à 22h00, à l'exception des terrains de sport situés en périphérie ainsi que des rues Maurice Ravel, Emmanuel Chabrier, Édouard Lalo, Albert Roussel, César Franck et Array dou Sou ;
- dans un rayon de 50 m aux abords des gares routières ou ferroviaires ;
- dans un rayon de 10 m aux abords d'un arrêt de transport en commun.

**Article 2** : L'obligation du port du masque prévue à l'article précédent ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020, de nature à prévenir la propagation du virus.

**Article 3 :** Sont interdits tous les rassemblements festifs ou familiaux de plus de 30 personnes dans tous les établissements recevant du public du département des Hautes-Pyrénées.

**Article 4 :** Les mesures édictées par le présent arrêté seront applicables jusqu'au 11 octobre 2020 inclus, date à partir de laquelle les mesures pourront être adaptées en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

**Article 5 :** Conformément à l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende de 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

**Article 6 :** La directrice des services du cabinet du préfet des Hautes-Pyrénées, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départemental des Hautes-Pyrénées, le directeur départemental de la sécurité publique, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Tarbes, le 26 septembre 2020

Le Préfet,



Rodrigue FURCY

**Voies et délais de recours :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet des Hautes-Pyrénées et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)